



DE ROUBAIX-TOURCOING

POLITIQUE INTERNATIONALE

Nos amis les Roumains

D'une période que celle que traversent en ce moment les Roumains! Leur pays, razzia à fond sous l'occupation allemande, laisse bien des ruines à relever. Pour ce qui est de l'agriculture, le mal n'est pas trop grave, encore que la diminution du bétail et des engrais chimiques rende les récoltes assez maigres. Pour ce qui est du pétrole, la grande industrie nationale avec celle du froment, il faudra, par contre, dix à vingt ans avant que tous les puits et les installations soient rétablis.

Les finances sont dans le marasme. Il a fallu dépenser sans compter pendant la guerre, alors qu'il était impossible de lever le moindre impôt, d'émettre le moindre emprunt. Aussi cent francs roumains (leis) ne valent aujourd'hui que 25 francs de notre monnaie, pour tant bien dépréciée.

L'avenir est cependant réconfortant pour la Roumanie. Les richesses naturelles sont nombreuses et l'exportation, à bref délai, reprendra une ampleur qu'elle ne connaissait pas avant la guerre. D'autant plus que le territoire de l'Etat s'est doublé en étendue.

La Transylvanie, prise aux Hongrois, et la Bessarabie, prise aux Russes, peuplées toutes deux de populations en majorité roumaines, donnent aujourd'hui à la Roumanie la dimension d'une des quatre ou cinq grandes puissances mondiales. Mais la fusion entre Roumains, Transylvains et moldaves n'est pas opérée. Une forte opposition, socialiste surtout, a cessé en Bessarabie de réclamer contre l'annexion à la Roumanie. Les fonctionnaires et les intellectuels, élevés dans les écoles russes, sont restés russes de cœur. La masse des paysans, assez malmenés par les nouveaux maîtres, verrait avec sympathie s'étendre jusqu'à elle le système agraire russe des Soviets. Les gros propriétaires fonciers, qui se figurent que la dictature de Léonine ne durera pas et qui croient en la restauration du tsarisme, voient d'un mauvais œil l'application de la nouvelle loi concernant l'expropriation des possesseurs de grands domaines ruraux.

La Transylvanie, qui accepte plus volontiers le joug des Roumains que celui des Hongrois, est ramuée comme la Bessarabie par les courants qui viennent de Russie. Et d'ailleurs, les honnêtes gens, qui n'ont rien appris, prennent position également contre la nouvelle loi agraire.

Cette loi agraire, qui domine toute la politique roumaine, à l'heure actuelle, a été votée par la Constituante libérale, en 1917. Elle ne laisse aux propriétaires ruraux qu'un maximum de cinq cents hectares, et leur achète le reste pour le revendre par petits lots aux paysans. Deux à trois millions d'hectares de terre ont été ainsi rendus disponibles.

Or, le nouveau gouvernement démocrate Valda Voivode, qui comprend un ministre socialiste, le docteur Lupu, vient de présenter un nouveau projet plus radical que celui de la Constituante : les propriétaires fonciers ne pourraient conserver qu'un maximum de cent hectares. Le dépôt de ce projet a amené aussitôt une levée générale de boucliers chez les gros propriétaires, le parti libéral et son chef Brătianu. En deux temps, le ministre Valda Voivode a été renversé et le général Averesco, plus modéré, porté au pouvoir et gratifié du titre de « sauveur » ou sous-entendu « grand libérateur ». Le parti libéral espère ainsi, en se ralliant au général Averesco, le chef de la « Ligue du Peuple », très populaire parmi les paysans, donner au nouveau gouvernement le poids nécessaire pour résister aux exigences des démocrates.

Le général, qui n'est pas dupe de cette manœuvre, a joué au parti libéral le mauvais tour de dissoudre le Parlement. La nouvelle Chambre, il l'espère, et c'est la coutume dans les pays qui s'éveillent seulement à la démocratie, sera composée en grosse majorité de ses partisans de la « Ligue du Peuple ».

Le Parti socialiste roumain, cependant, opine que les gros propriétaires pourraient bien être expropriés jusqu'à concurrence, provisoirement, d'un maximum de cent hectares de terre, mais sans indemnité, sinon quel serait le profit pour la masse prolétarienne? Ce serait là un début, car nos amis allemands s'étaient encore à la Bessarabie ne s'étaient guère l'expression libre des opinions, mais certains symptômes laissent apparaître le mouvement profond qui se fait dans les esprits. Le jour n'est peut-être pas éloigné des transformations décisives.

E. COUTEAUX, Député du Nord.

Une cave tombeau

BRUXELLES, 10 mai. — On vient de découvrir à Ypres, dans un tombeau situé près de la Grande-Place, les cadavres de quarante soldats allemands.

Un ouvrier alsacien tué par un obus boche

UNE EXPLOSION A FAIT PLUSIEURS VICTIMES A FAMPoux

Un terrible accident, dû à l'explosion d'un obus, et qui causa la mort d'un ouvrier alsacien, a eu lieu dimanche à Fampoux, dans l'arrondissement d'Arras.

Un groupe d'ouvriers de la Reconstruction étant employés au déblaiement des mines.

Une explosion se produisit immédiatement, tuant sur le coup un nommé Kuisle, ouvrier alsacien, et blessant gravement plusieurs de ses camarades.

UNE VILAINE PAGE de l'Histoire de Maubeuge

A propos de la prise du fort de Boussois, le Commissaire du Gouvernement prend des réquisitions contre le lieutenant Massonneau

Paris, 10 mai. — La 16e audience est ouverte à 14 heures. Le commandant Roche, du centre de résistance de Boussois, se débat au début de l'audience contre les critiques adressées au président. Le général Donnangé, commissaire du gouvernement, donne lecture de notes du témoin sur ses officiers, notes qui furent faites à Torgau, durant la captivité du commandant Roche. L'opinion de cet officier sur ses « ordres » est si sévère que le président s'écrie : « On vous les avait donc choisis ! »

Le commandant Thavaud, chargé de réoccuper le 31 août, le fort de Boussois, constate que les approches n'en étaient pas aussi profondément atteintes qu'on pouvait le croire à première vue. Il résista, jusqu'au 1er septembre, et ce jour-là les Allemands avaient capturé un petit poste, se présentant précédés de leurs prisonniers à la porte du fort.

Le lieutenant Massonneau, malade, éprouvé, eut le tort de faire ouvrir la porte et s'avança pour parlementer. Les Allemands se précipitèrent et pénétrèrent dans le fort. Au moment de l'audience, le général Donnangé se lève et demande quelques minutes de suspension pour prendre des réquisitions contre le lieutenant Massonneau. L'audience est suspendue.

La reprise de l'audience, le général Donnangé demande au témoin de fournir des précisions sur la prise du fort.

Le commandant Thavaud répond pendant que le greffier fait un procès-verbal. « Les Allemands, dit-il, après s'être emparés de l'ouvrage situé à la gauche du fort, opération dont je ne puis m'empêcher, firent marcher les soldats français, prisonniers, le sergent-major devant eux. Les soldats allemands, en attendant, tiraient sur leurs camarades... »

Sur ces mots, le général donne lecture de ses réquisitions, et le général Maistre, en vertu de l'article 112 du Code de justice militaire, transfère ces réquisitions au gouvernement militaire de Paris à toutes fins utiles.

Après cet arrêt, le général donne lecture de ses réquisitions, et le général Maistre, en vertu de l'article 112 du Code de justice militaire, transfère ces réquisitions au gouvernement militaire de Paris à toutes fins utiles.

Le général Maistre, en vertu de l'article 112 du Code de justice militaire, transfère ces réquisitions au gouvernement militaire de Paris à toutes fins utiles.

Martyre de mère

UN IVROGNE INCESTUEUX A ETE ASSOMÉ PAR SON EPOUSE, MERE DE DIX-SEPT ENFANTS.

Un manœuvre de Mauguéville (Oise), Alphonse Remy, 45 ans, était rentré, hier, complètement ivre. Après avoir fait une scène violente à sa femme, qui est mère de dix-sept enfants, et battu son fils Marcel qui avait pris la défense de sa mère, l'ivrogne alla dormir. La femme Remy, depuis longtemps poussée à bout, saisit alors une hachette et en porta trois coups à son mari, qui fut atteint à la tête. Effrayée de son acte, la mère du sang se précipita à l'appeler, et alla se constituer prisonnière, pendant que le manœuvre était transporté à l'hôpital de Liencourt.

Remy, qui accablait sa femme de mauvais traitements, dépensait à boire sa paye et celle de ses filles de plus, il avait été obligé de pourchasser pour son attitude indigne envers ses filles. La femme Remy, sur le compte de la quelle on n'a que d'excellents renseignements et qui, d'ailleurs, ne regrette nullement son acte, a mis en liberté provisoire, pour pouvoir donner à ses enfants les soins nécessaires.

M. Pasteau, juge d'instruction, a ouvert une enquête.

La fraude par torpilles sous-marines

Londres, 10 mai. — Le correspondant du « Daily Chronicle » à New-York annonce que les fonctionnaires chargés d'empêcher le passage de liquides fortes du Canada en Amérique ont été informés que de grandes quantités de liquide étaient passées journellement à travers la rivière de Détroit par le moyen de torpilles sous-marines guidées électriquement.

L'Aide Anglaise aux Ardennes dévastées

Londres, 10 mai. — Les lords maires de Londres ont décidé de constituer un comité, M. Meares Brabant, conseiller général des Ardennes, maire de Herpy l'Artesienne, qui venait hier demander l'adoption des villes ardennaises dévastées.

Le prix du charbon va augmenter

La vie chère n'a pas dit son dernier mot et un produit de première nécessité fait un nouveau bond sur l'échelle des ascensions continues. L'Office national du charbon, le Ministère des Travaux publics annonçant que la hausse des prix des charbons anglais nécessite une révision des mesures antérieurement arrêtées pour la vente de la houille.

Vers la Grève générale

Le chômage des Mineurs est complet dans les trois bassins. A Lille et dans la région la métallurgie a cessé le travail. D'autres corporations se préparent.

Ainsi que la C. G. T. en a lancé l'ordre, quatre corporations : celles de la Métallurgie, du Bâtiment, des Transports et de la Voiture-Aviation, sont venues se joindre hier à celles des cheminots, des mineurs, des inscrits maritimes et des dockers et sont entrés en lutte pour la nationalisation.

Chez les Cheminots

La situation sur les réseaux. LE COMMUNIQUÉ DES COMPAGNIES. Paris, 10 mai. — P.-L.-M. — La situation est stationnaire.

Est. — Entrés un peu partout, notamment aux ateliers d'Epiermy, où la presque totalité des ouvriers travaillent.

Orléans. — Quelques rentrés dans l'ensemble des circonstances. Les ateliers de l'Etat. — Une certaine de rentrés aux ateliers de Henne et dans la région parisienne, notamment aux Batignolles.

Le nombre des grévistes augmente sans cesse

Paris, 10 mai. — Le communiqué de la Fédération nationale des cheminots affirme que le mouvement s'étend et que le nombre des grévistes augmente sans cesse.

Sur les réseaux de l'Etat, du P. O., du P.-L.-M., les syndicats envisagent de nouvelles adhésions au mouvement.

Sur ceux du Midi, de l'Est, du Nord et de l'Algérie, les cheminots témoignent toujours le même entrain pour la grève.

Les Cheminots d'Hellemmes acclament la grève

Le mouvement de grève s'est accentué en assez fortes proportions pendant la journée d'hier, surtout aux ateliers d'Hellemmes, qui comptaient hier soir environ un millier de grévistes dont 850 aux ateliers des machines.

Aucun incident à signaler. Quelques gendarmes de faction arpentent les voies dans les ateliers, mais ils ne peuvent rien faire.

A 16 heures, une grande réunion-conférence s'est déroulée en la salle Vauban, à Hellemmes, rue Sadi-Carnot.

Dans la salle toute décorée, ils sont à l'environ deux mille travailleurs, cheminots et métallurgistes, qui sont venus affirmer par leur présence leur foi indéfectible au mouvement organisé par la C. G. T.

Le bureau est bientôt constitué. Bailieux est désigné comme président. A ses côtés prennent place les délégués parisiens Thys, Leguay, Ludiusser et Désalbin, Hochedeu, Delcourt, Lauer, Gombert, Hadoux, Delplaque, etc.

Après que Bailieux eut reconnu le calme à l'auditoire, Leguay prit la parole.

Il constate le mouvement d'extension de la grève sur tout le réseau. « On a dit qu'il n'y avait rien de plus que cela, vous engagez le Nord, Or, il y a rien qu'en ce qui concerne la portion de Paris à Creil, plus de 8.000 révolutions proposées. Comme vous le voyez, c'est un rien. Soyez tranquilles, la C. G. T. a pris le mouvement en main, et tout ira bien. Aucun de vous ne rentrera au travail sans en avoir reçu l'ordre. Vous savez tous ce que c'est que d'être syndiqué et ce que cela vous engage. Le vous demande à tous d'être unis dans la lutte. Il ne faut pas d'hésitants, et vous ne rentrerez que quand la C. G. T. vous en aura donné l'ordre.

QUELLE EST LA SITUATION. Ludiusser, à son tour, prend la parole. « Notre situation, dit-il, n'est pas celle de la semaine dernière. Cette fois-ci, les camarades de la métallurgie ont déclaré l'arrêt de leur mouvement de grève à été déclenché avec enthousiasme et ce mouvement se poursuit progressivement, sans arrêt.

« Nous demandons à nos camarades de notre cahier de revendications, ce qui sera chose faite si nous obtenons la nationalisation des transports. « Puisque nous trouvons un concours général dans la C. G. T. et dans toutes les organisations ouvrières, l'espère que vous serez unanimes à poursuivre la lutte en maintenant vos revendications. Vous avez obtenu la journée de huit heures, prenez garde de la perdre. On vous a consenti quelques libertés, prenez garde de perdre la ligne syndicale et de retourner au servage. Travailleurs, suivez le mouvement, il y va de votre intérêt.

LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS. THYS à la parole. C'est un bon et rude syndicaliste, à la fois ardent, à la parole persuasive.

Aujourd'hui comme en 1914, dit-il, c'est une sorte de mobilisation qui s'opère, mais cette fois, c'est la C. G. T. qui mobilise les travailleurs contre la classe capitaliste.

« En 1914, on a organisé le gendarmier contre ceux qui désertaient. Demain, nous irons chercher ceux qui n'auront pas répondu à notre appel. « Oui, c'est la mobilisation des forces ouvrières. Cheminots, vous appartenez à l'Etat-Major Confédéral.

« Nous sommes prêts à faire l'action nécessaire pour faire triompher nos idées. Que nos importants les menaces, les révolutions ! La grève est déclarée, la bataille est déclarée pour ce noble but. « Nationalisation des chemins de fer. « Certes, nous ne l'obtiendrons peut-être pas tout de suite ; nous aurons peut-être un régime transitoire de contrôle et de gestion. Pour ces raisons, la C. G. T. a lancé ses vagues d'assaut : Cheminots, mineurs, dockers, d'ailleurs, les fonctionnaires, nous corps de métiers, ensemble... Nous sommes certains d'être victorieux.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

de l'Union Départementale des Syndicats Ouvriers du Nord

JOURNÉE DU 10 MAI

A la première heure, nos camarades CREMINOTS, conformément à la décision prise à la réunion de dimanche à la Bourse du Travail, sont sortis au nombre d'un millier des ateliers d'Hellemmes et du dépôt de Fives.

Nos camarades de la METALLURGIE sont arrivés au grand complet. Dès 6 heures du matin, les ouvriers des ateliers de l'USINE DE FIVES, MEUNIER, etc., étaient réunis place Madeleine. Cautier leur entendit leur secrétaire DEVAUNAY et le camarade THYS.

Les TRAMWAYS ont arrêté au complet le matin. Le HONGY, par suite d'une fausse interprétation d'ordres, avait continué à rouler. L'arrêt sera complet aujourd'hui.

BATIMENT. — Un grand nombre de chantiers ont travaillé jusqu'à 6 heures du matin, n'ayant pas été touchés par l'ordre de grève avant cette heure. Les ouvriers ont abandonné le travail aussitôt qu'ils ont eu connaissance de cet ordre. Quelques-uns ont continué pour terminer les travaux en cours, tout en déléguant un de leurs camarades au Comité central, pour être certain que l'arrêt du travail était définitif.

Un grand nombre d'entre eux ont assisté, ainsi que les TRAMWAYS, au meeting de la place du Concert, que présidait E. VAILLANT. Les camarades DUJARDIN, secrétaire adjoint de la Bourse du Travail, DEVERNY, des métallurgistes, BARATTE, THYS et BONDUDES ont pris la parole.

JOURNÉE DU 11 MAI

Aujourd'hui à 6 heures du matin, à la Bourse du Travail, réunion des commissions exécutives des syndicats des CREMINOTS, METALLURGIE, BATIMENT, TRANSPORTS, CARROSSERIE et TRAMWAYS.

Les Secrétaires : DEVERNY, VAILLANT, LOBERT, VERCAEMET, BARATTE.

Ce soir, à 4 heures, boulevard des Ecoles, grand meeting intercorporatif. Tous les représentants des corporations et des usines doivent y assister.

JOURNÉE DU 12 MAI

Mardi, à 10 heures du matin, réunion de la commission administrative de l'Union départementale, à la Bourse du Travail, 186 bis, rue de Paris.

Ordre du jour de la plus haute importance. Nous comptons absolument sur la présence de tous les secrétaires de bourses du travail du département.

D. BONDUDES, Secrétaire général de l'U. D.

Aux travailleurs du Nord

Irrésistible, formidable, le mouvement vient de se déclencher.

Les délégués du rail, après une minute d'hésitation, comprenant leur véritable devoir, sont à nouveau de leurs ateliers.

Toutes les autres corporations à qui la C. G. T. a assigné l'honneur de prendre part à la lutte, sont entrées d'un même cœur dans la mêlée.

Enfin la justice venue l'heure, l'heure définitive de la justice sociale, et la grande grève qui monte comme une lame de fond, lame rouge, lame implacable, défertera demain sur les ruines du capital oisif, néfaste, engouffré à jamais.

Honneur à vous, travailleurs ! Votre geste va libérer le monde. Honneur à vous qui, par votre irréductible fermeté, allez effacer la souillure que l'esclavage du 16 novembre avait imprimée sur la face de la nation.

Que la grande semaine, au terme de laquelle il est plus aujourd'hui question de salaires illusoire, de salaires arrachés — à quel prix ? — et toujours dévoant.

Non, non, elle est finie cette course à la ruine.

C'est autour de notre bannière syndicale aujourd'hui, que nous nous voyons.

La C. G. T. tint haut et ferme l'étendard déployé des revendications et de la justice ouvrières. Autour d'elle, en un bloc, tous ensemble, groupés nous.

La C.G.T. met en ligne une nouvelle force

Elle a décidé la grève immédiate des électriciens

Paris, 10 mai. — La C. G. T. a fait ce soir, à la presse, le communiqué suivant : « Dans sa réunion d'aujourd'hui, la Commission administrative de la C. G. T. a enregistré, en premier lieu, que les moyens de pression exercés par les compagnies pour les cheminots n'ont pas abouti aux résultats espérés. La journée de lundi pour laquelle le Gouvernement espérait la rentrée des frondeurs sans faiblesse. Elle a constaté que les métallurgistes, que les ouvriers du Bâtiment ont appliqué les prescriptions de la C. G. T.

Elle a pris des mesures pour dissiper le malentendu qui s'était produit dans les moyens de transport et pour que nos camarades du Métro et du Nord-Sud qui ont saisis à l'ordre de grève appliqué ces derniers jours.

Elle a décidé l'entrée en ligne des électriciens. Cette intervention devient immédiatement effective.

La Commission administrative de la C. G. T. a enregistré les mesures, tant à Marseille qu'à Brest pour organiser la résistance chez les dockers, les autres corps de métiers fonctionnaires, maintenus dans ces deux ports.

Elle a invité à adresser à la C. G. T. D'un autre côté, les mineurs en grève, sollicités par les autorités locales, leur ont signifié qu'ils n'assureraient pas le service des mines d'aujourd'hui que le Gouvernement causera avec la C. G. T.

Des ordres du jour uniformes ont été votés dans toutes les assemblées.

La Commission administrative de la C. G. T. rappelle que le mot d'ordre actuel est de tenir les forces ouvrières dirigées par la C. G. T. sont tous unifiés dans ces motifs. Le Gouvernement, nous devons reconnaître la puissance du travail.

Plus de 40.000 cartes de grève ont été données à Paris

Paris, 10 mai. — Selon des renseignements recueillis dans les milieux syndicaux, on a distribué à la Bourse du Travail, à la Bourse du Château d'Eau, 40.000 cartes de grève. D'autre part, un certain nombre d'ouvriers, non inscrits en banlieue, ont pris leurs cartes dans les comités intercommunaux.

Une déclaration de la Fédération des Syndicats Maritimes

Paris, 10 mai. — La Fédération Nationale des Syndicats maritimes, dans une note communiquée ce soir à la presse, déclare qu'en raison des renseignements fournis par la presse et par les communiqués officiels sur le mouvement de grève dans les ports, la Fédération tient à déclarer qu'elle n'a jamais fait appel en aucune manière au concours des pêcheurs. Par contre, elle affirme que l'arrêt de la navigation commerciale, long cours, cabotage, est complet dans tous les grands ports de commerce.

Si certains ports ont pu être effectués sur la ligne de Havre, Honfleur, Trouville et Caen, c'est uniquement avec le concours exclusif des officiers capitaines au cabotage. Ce trafic interposé-beaucoup par quelques touristes que de ravivés dans les pays. Ce n'est pas le concours de quelques rares officiers sur cette ligne, que les besoins de la nation pourront être satisfaits. Par ailleurs, dit en terminant la déclaration, et en dehors des ports de pêche, les marins du commerce et agents du service spécial à bord ont répondu comme un seul homme à l'appel de la C. G. T.

Les ouvriers des P. T. T. sont prêts à la lutte

Paris, 10 mai. — Le personnel des ouvriers des P. T. T. dignes souterrains, s'est réuni à la Bourse du Travail et a fait sien l'ordre du jour voté à la réunion de la Salle Wagram.

Qui, le grand semaine, au terme de laquelle il est plus aujourd'hui question de salaires illusoire, de salaires arrachés — à quel prix ? — et toujours dévoant.

La grève à Paris

A la Bourse du Travail

Paris, 10 mai. — A partir de 9 h. 30, les abords de la Bourse du Travail et de la place de la République prennent une certaine animation.

Les ouvriers syndiqués des différentes corporations, principalement ceux de la 18e région du Bâtiment, viennent à leur permanence rendre leur carte de grève.

En attendant, ce fut un travail-arrêt continué à l'intérieur, et autour du monument jusqu'à midi, on ne signale aucun incident.

Les Travailleurs du Métro vont étudier la situation

Paris, 10 mai. — Sur le Métro, le Nord-Sud, les services des transports ont commencé lundi matin à l'heure habituelle. Les trains circulent sur les diverses lignes, dans des conditions qui paraissent normales, avec le seul concours de personnel habituel. Un service d'ordre très discret a été établi dans les grandes gares. Aux bifurcations, dès la première heure, on a pu constater que des omnibus commencent à circuler. Les conducteurs et les voyageurs partent l'uniforme de la compagnie; on ne voit sur les sièges des wattmen et sur les plates-formes aucun garde municipal.

Les tramways circulent dans les mêmes conditions, sans apparente intervention du service de protection.

Sur les boulevards, avant 7 heures, quelques taxis étaient déjà en course. Les conseils syndicaux du Nord-Sud et du Métro ont décidé, dans la soirée, de ne pas donner suite à l'ordre de la C. G. T. Ils ont décidé de provoquer des réunions du personnel en vue d'étudier la situation. (Havas.)

SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, 10 mai. — Le chômage est général ce matin dans toutes les corporations. Un certain nombre d'ouvriers se sont présentés aux usines mais sollicités par leurs camarades, ils se sont retirés.

A la manufacture nationale le travail est à peu près normal ce matin ; mais le syndicat a donné l'ordre de chômage à partir de demain.

A TOULON

Toulon, 10 mai. — Ce matin vers 5 heures l'organisation d'un service d'ordre très sévère a commencé.

Des patrouilles de gendarmes départementaux, de gendarmes maritimes, de police d'Etat, de cavalerie coloniale, parcourent les principales voies des faubourgs de la ville et se postent devant les portes des usines, grand arsenal et l'arsenal du Mourillon. Il y a eu aussi des patrouilles de gendarmes.